



La FCPE a rencontré le ministre le 12 janvier 2010.

La FCPE a rencontré le ministre de l'Éducation nationale mardi dernier, pour la deuxième fois depuis sa nomination. Cela nous a permis de faire un tour d'horizon des sujets du moment et les revendications de la fédération. Voici ce qui est ressorti de cette rencontre.

Concernant la réforme du Lycée, au-delà de la discussion sur les questions pédagogiques, nous avons de nouveau exigé des garanties sur l'absence de suppressions de postes et sur le respect, dans les dotations des établissements, des dispositions qui seront inscrites dans les textes officiels à paraître. Nous avons demandé notamment que le ministre écrive aux recteurs en ce sens.

Nous avons rappelé au ministre son engagement devant le CSE d'organiser un groupe de travail sur les rythmes des enfants et des adolescents et notre demande d'une grande conférence sur ce sujet. Le ministre a renouvelé sa promesse et assuré qu'un groupe de travail serait réuni très prochainement afin de préparer une conférence avant la fin de l'année scolaire. Ce groupe de travail réunira les organisations souhaitant travailler sur ce sujet, en particulier la FCPE, l'UNL et la FIDL. Plus concrètement, s'il a clairement repoussé l'idée de revenir sur la semaine de quatre jours, il n'a pas fermé la porte à une expérimentation large de la semaine continue (sur 9 demi-journées, les textes sur lesquels il ne souhaite pas revenir empêchant d'envisager de faire classe le mercredi toute la journée) dans un certain nombre de villes ou de départements. Il demandera par ailleurs une étude sur la faisabilité de la demande de la FCPE d'une limitation par les textes officiels de la journée de cours des lycées et d'un minimum pour la pause méridienne.

A propos de la sectorisation, le ministre a également annoncé qu'il allait ouvrir des discussions. Il nous a également prévenus de son refus de revenir sur la suppression de la sectorisation mais n'a pas fermé la porte à d'éventuels aménagements concernant la dotation des écoles et établissements et les affectations qui, à notre sens pourraient aller jusqu'à vider de ses effets la mesure. Le siège de la fédération a depuis été contacté pour proposer des dates de réunion avec le cabinet du ministre.

Nous avons également à nouveau fait part de nos réserves sur les évaluations de CM2 telles qu'elles vont à nouveau être organisées cette année. Le ministre a fait part de sa volonté de mettre en place une mesure alternative de vérification nationale du niveau des élèves par sondage et de travailler à des outils à destination des enseignants afin qu'ils puissent réellement utiliser les résultats des évaluations pour mettre en place des dispositifs à destination des élèves en difficulté.

Enfin, concernant le poids des cartables, le ministre semble compter sur l'équipement des écoles et établissements scolaires en matériel numérique pour régler le problème. Il assure que, grâce au « Grand emprunt », les écoles et établissements seront équipés et les enseignants formés à leur utilisation pédagogique d'ici 3 ans... Nous avons rappelé que, quoiqu'il en soit de la faisabilité de son projet, il fallait envisager des mesures transitoires pour soulager le dos des enfants d'ici à ce que les manuels traditionnels aient hypothétiquement été complètement remplacés par des solutions numériques, ce qui ne nous semble pas forcément souhaitable a priori par ailleurs.

Nous attendons maintenant la confirmation des engagements du ministre et leur traduction en actes...

Bien cordialement,

Jean-Jacques HAZAN, Président

Christiane ALLAIN, Secrétaire Générale